

reconnaître le gouvernement de ce pays ouvrira la voie à des relations amicales. A notre avis, nous devrions y aller avec prudence tout en essayant de savoir dans quelle mesure il serait possible d'améliorer les relations avec la Chine communiste. Il y a peu d'avantages, croyons-nous, à reconnaître la Chine communiste si le seul résultat de pareille initiative est de nous placer dans une situation analogue à celle où se trouvent d'autres pays qui ont reconnu la Chine communiste et ont ensuite été la cible de critiques et d'attaques violentes, parce qu'ils n'ont pas toujours appuyé la Chine communiste conformément à ce que le gouvernement de Pékin considère comme une obligation découlant de la reconnaissance officielle.

Je pose trois questions, monsieur l'Orateur. Voici la première: devrions-nous reconnaître la Chine continentale avant d'avoir lieu de croire que ce geste n'aviilisse nos relations plutôt qu'il ne les favorise? Deuxième question: devrions-nous reconnaître la Chine continentale, si par suite de notre décision on se méprenait sur notre attitude dans les pays asiatiques?—c'est-à-dire si ces pays allaient s'imaginer que, puisque le Canada et d'autres puissances occidentales ont reconnu la Chine communiste, il est inutile pour eux de résister à l'influence grandissante du gouvernement de Pékin, non seulement dans le domaine international mais aussi dans le domaine national. Voici ma troisième question: ne conviendrait-il pas également de nous rappeler, si le Canada et d'autres pays reconnaissent la Chine communiste, comment serait modifiée la position de Pékin parmi les Chinois d'outre-mer du Sud-Est asiatique? Ces gens pourraient conclure de cette reconnaissance officielle qu'ils devraient pouvoir trahir l'intérêt national de ces pays, en étant alors disposés à transférer toute leur loyauté au régime de Pékin.

Ce sont des questions que nous examinons très soigneusement. Bien plus, il est inquiétant de voir que l'année dernière la Chine communiste nous a donné peu de raison de croire qu'elle a réellement conscience de sa responsabilité à l'égard du maintien de la paix dans le monde. Par suite de la visite de M. Dulles à Taïwan en octobre dernier, M. Tchang-Kai-chek et M. Dulles ont déclaré conjointement dans un communiqué que le gouvernement de Formose ne recourrait pas à la force afin de prendre pied sur le continent. Il est toutefois inquiétant de constater que pareil abandon du recours à la force n'ait pas été annoncé par le gouvernement de la Chine communiste, en ce qui concerne leurs intentions à l'égard de Formose et des îles côtières. Je ne songe pas en ce moment à débattre la question de la position des îles côtières, mais je me contente tout simplement

[L'hon. M. Smith.]

de dire que le gouvernement de Pékin n'a manifesté aucune intention analogue à celle qui a été exprimée par le gouvernement nationaliste. C'est leur droit. Qu'ils aient agi ainsi ne signifie pas nécessairement que nous devrions refuser de reconnaître la Chine. Mais nous sommes libres, de notre côté, de juger qu'en pareilles circonstances, la reconnaissance serait de peu d'utilité et ne favoriserait aucunement nos intérêts.

Le gouvernement actuel estime donc qu'il faut y aller prudemment. Il nous faut prendre l'initiative dans des domaines limités,—celui du commerce, et d'autres que j'ai mentionnés,—et profiter de toutes les occasions qui se présentent pour supprimer les causes de mésentente qui existent entre l'Occident et la Chine de Pékin. Nous devons être patients, et éviter la précipitation. Autrement, nous risquons de compromettre les progrès déjà réalisés dans la suppression des causes de mésentente qui existent actuellement entre le Canada et la Chine communiste.

La reconnaissance viendra-t-elle ensuite? Cela reste à voir. Tout dépendra,—j'insiste sur ce point,—du degré d'amélioration de nos relations en certains domaines, et des avantages que nous verrons dans la reconnaissance. Nous n'avons jamais promis de ne jamais reconnaître le gouvernement de Pékin. Pour employer les mots du premier ministre:

La reconnaissance de la Chine rouge est à l'étude depuis plusieurs années, et les membres du gouvernement ne cessent d'envisager la question.

Pour revenir, en terminant, à la question de Berlin et de l'Allemagne, j'espère que nous pourrions étendre et élargir les terrains d'entente dans nos relations Est-Ouest par les mêmes moyens que nous employons dans des domaines limités. Je dois dire qu'il n'existe guère, s'il en existe vraiment, d'entente au sujet des attaques surprises. La cessation des essais nucléaires a fait l'objet de longues discussions. Il existe un obstacle à la conclusion d'une entente sur la création de rouages régissant l'utilisation de l'espace interplanétaire. Le point de départ difficile qu'on prévoit pour l'amorçage des entretiens sur Berlin et sur l'Allemagne ne prête guère à l'optimisme. Je trouve pourtant, monsieur l'Orateur, que certains signes donnent à penser que le climat international s'améliore peut-être. L'URSS est disposée à discuter bien des problèmes avec nous. Il doit certes être évident, pour tout homme sensé, qu'il est d'intérêt primordial d'éviter la destruction de l'humanité par un conflit nucléaire. Puisse le désir d'une conférence, manifesté par M. Khrouchchev et ses amis, correspondre à un authentique consentement à négocier, dans le cas particulier de Berlin et de l'Allemagne, plutôt qu'à une tentative d'imposer leur volonté aux trois puissances occupantes et aux